

Chronologie des traités indiens historiques

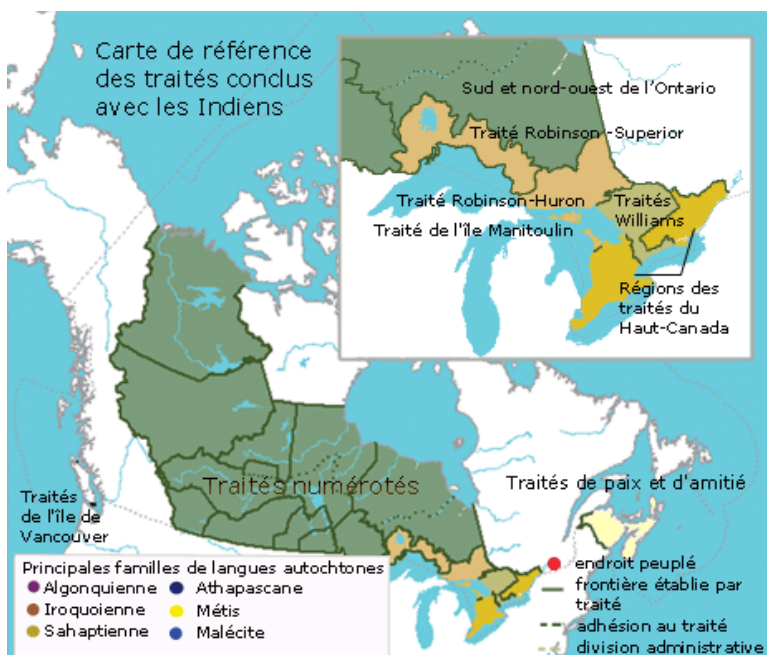
Au Canada, des peuples autochtones et divers gouvernements d'avant et d'après la Confédération ont conclu 68 grands traités. Ceux-ci couvrent la majeure partie de l'Ontario, les provinces des Prairies ainsi que des parties de l'île de Vancouver, des Territoires du Nord-Ouest et du Canada atlantique. Au Québec, il y a eu des traités de paix et d'amitié, mais ils ne sont pas inclus car ils n'ont généralement pas été mis par écrit.



La chronologie des traités historiques conclus avec les Amérindiens montre une sélection des principaux traités par ordre chronologique, du premier Traité de paix et d'amitié de 1725 aux Adhésions de 1930 au Traité numéro 9. Pour chaque date de la chronologie, on verra une nouvelle carte montrant l'aire géographique approximative du traité ainsi qu'une brève description.

En outre, diverses parties de cartes de l'Atlas sont utilisées pour montrer où vivaient les populations autochtones et européennes. Ces cartes sont les suivantes : Les peuples autochtones vers 1740 et 1823, la Nouvelle-France, l'Amérique du Nord britannique, et le Canada 1867 à 1999.

Légende et notes sur le schéma chronologique



La carte ci-dessus est la carte de base à partir de laquelle sont dérivées les cartes plus petites des territoires visés par les traités.

Remarques concernant la carte

Toutes les cartes de l'historique, qui sont généralisées, sont dérivées de plusieurs cartes de la 6^e édition de l'Atlas national en ligne. Des thèmes sélectionnés sont tirés des cartes suivantes : Peuples autochtones vers 1740, Peuples autochtones vers 1823, Nouvelle-France vers 1740, Amérique du Nord britannique vers 1823 et Évolution territoriale. Les noms et les frontières des divisions administratives illustrées sont ceux qui étaient en vigueur à la date de préparation de chacune des cartes.

Ces thèmes sont combinés avec ceux de la carte historique en ligne des territoires visés par les traités conclus avec les Indiens, pour organiser, de façon chronologique sur des petites vignettes, les renseignements sur une sélection des principaux traités depuis le premier Traité de paix et d'amitié conclu en 1725 jusqu'à l'Adhésion au Traité numéro 9 en 1930. Cet historique ne comprend pas de renseignements sur les traités visant l'île de Vancouver.

Toutes les frontières établies dans les traités conclus avec les Indiens sont approximatives, tout comme l'emplacement des groupes autochtones. Les emplacements des groupes autochtones, qui sont classés selon les principales familles de langues, sont dérivés des cartes des Peuples autochtones vers 1740 et 1823. Autant que possible, les noms des importants groupes autochtones qui ont effectivement participé à la conclusion du traité sont indiqués. Il est possible que les noms de ces groupes ne soient pas ceux par lesquels ces groupes s'identifient. Pour plus de renseignements au sujet des séries de cartes historiques sur les Peuples autochtones, voir Peuples autochtones au Canada vers 1630, 1740 et 1823.



Traités indiens historiques

Traités de paix et d'amitié

Carte de l'aire visée par les traités du 15 décembre 1725



Aperçu historique : Après la fin de la guerre en Nouvelle-Écosse entre le gouverneur de Québec et les Britanniques de Nouvelle-Angleterre et de Nouvelle-Écosse, deux traités furent signés à Boston le 15 décembre 1725. Ils englobaient tous les peuples autochtones du Maine, du New Hampshire, du Nouveau - Brunswick et de Nouvelle-Écosse. En vertu de ces traités, les Abénaquis, les Micmacs et les Malécites convenaient notamment de « s'abstenir de tout acte d'hostilité, de blessures et de discordes à l'égard de tous les sujets de la Couronne de Grande-Bretagne, et de ne pas faire usage de coups, de violence, ni de molester qui que ce soit, ne touchant ni à sa personne ni à ses biens ».

Source : Daugherty, W.E. Historique des traités avec les Indiens des Maritimes. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1983.

Carte de l'aire visée par le traité du 15 août 1749



Aperçu historique : Peu après la déclaration par la France de la guerre contre l'Angleterre, le 11 mars 1744, et par l'Angleterre contre la France, le 9 avril 1744, le conflit se propagea en Amérique du Nord. Les Français, avec leurs alliés autochtones, firent de nouveau la guerre aux Britanniques en Nouvelle-Écosse. La guerre prit fin en Europe et en Amérique du Nord avec le Traité d'Aix-la-Chapelle de 1748.

Le traité du 15 août 1749 fut un renouvellement de celui du 15 décembre 1725 avec les Malécites vivant le long du fleuve Saint-Jean. À cette date, dans le port de Chebucto, plusieurs chefs malécites et le gouverneur Cornwallis, de Nouvelle-Écosse, ont convenus de renouveler les articles contenus dans le traité de 1725.

Source : Daugherty, W.E. Historique des traités avec les Indiens des Maritimes. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1983.

Carte de l'aire visée par le traité du 22 novembre 1752



Aperçu historique : En raison de la poursuite de l'hostilité des Micmacs, le gouverneur de Nouvelle-Écosse, Cornwallis, chercha à nouveau un renouvellement du traité du 15 décembre 1725 avec les Micmacs, semblable à celui signé avec les Malécites en 1749. À cette date, à Halifax, le chef Cope, de la tribu de Shubenacadie (en Nouvelle-Écosse continentale), accepta de « renouveler, confirmer et respecter les conditions du Traité de 1725 ».

Source : Source : Daugherty, W.E. Historique des traités avec les Indiens des Maritimes. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1983.

Carte de l'aire visée par le traité du 10 février 1760



Aperçu historique : En 1756, la Grande-Bretagne et la France étaient de nouveau en guerre. Après février 1760, quand les Anglais eurent pris Québec et mis fin à la présence française en Amérique du Nord, les peuples autochtones décidèrent rapidement de chercher à conclure la paix avec les Britanniques. Parmi les premiers à le faire furent les Passamaquoddys et les Malécites. À Halifax, le 23 février 1760, ils signèrent un traité où ils reconnaissaient « le roi George III comme souverain et acceptaient le blâme d'avoir rompu la paix ».

Source : Daugherty, W.E. Historique des traités avec les Indiens des Maritimes. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1983.

Carte de l'aire visée par les traités du 10 mars 1760 et du 25 juin 1761



Aperçu historique : Après la fin de la domination française en Amérique du Nord, les Micmacs décidèrent aussi de chercher à faire la paix avec les Britanniques. Ils acceptèrent de « reconnaître la souveraineté de la Grande-Bretagne en Nouvelle-Écosse et promirent de ne pas molester de quelque manière que ce soit les sujets de Sa Majesté ».

Source : Daugherty, W.E. Historique des traités avec les Indiens des Maritimes. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1983.

Carte de l'aire visée par le traité d'août 1764



Aperçu historique : L'ère des traités dans le Haut-Canada débuta en 1764. Au cours de la période de 1764 à 1862, de nombreux traités furent signés où la population autochtone renonçait à la possession de territoires couvrant la majeure partie de ce qui est maintenant le sud et l'est de l'Ontario. La Proclamation royale (1763) établit la contrée indienne (l'intérieur de l'Amérique du Nord britannique). La Couronne revendiquait la souveraineté sur ces terres, mais déclarait aussi qu'elles devaient être considérées comme appartenant aux peuples autochtones qui y vivaient.

Le premier traité transférant la propriété de terres fut conclu par sir William Johnson en août 1764 à Fort Niagara. Cette bande de quatre milles bordant la rivière Niagara fut cédée par les Six-Nations, les Chippewas et les Mississaugas.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 22 septembre 1779



Aperçu historique : Le dernier Traité de paix et d'amitié fut signé le 22 septembre 1779 avec les Micmacs. Au cours de la guerre de l'Indépendance américaine (1775-1776), les Américains incitèrent les Micmacs à attaquer les colons britanniques. C'est ainsi qu'ils attaquèrent notamment un poste de traite sur la rivière Miramichi. Les Britanniques réagirent toutefois rapidement et réprimèrent l'attaque. Les Micmacs demeurés hostiles convinrent d'« accepter le blâme pour l'attaque et de promettre qu'à l'avenir ils protégeraient les colons anglais ».

Source : Daugherty, W.E. Historique des traités avec les Indiens des Maritimes. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1983.

Traités du Haut-Canada

Carte de l'aire visée par le traité du 9 mai 1781



Aperçu historique : Pendant et après la guerre de l'Indépendance américaine, il y eut un afflux de loyalistes en territoire britannique autour de Fort Niagara. En raison de l'augmentation de la population, Frederick Haldimand, le gouverneur de Québec, proposa la création d'établissements agricoles autour des principaux forts militaires. Dans la région de Fort Niagara, cela posa plusieurs problèmes à cause de l'existence du Traité de 1764.

Un nouveau traité fut négocié le 9 mai 1781. Les Mississaugas (les Six-Nations) abandonnèrent toute revendication sur cette terre) y acceptaient « 300 vêtements en échange d'une bande de quatre milles bordant la rivière Niagara du lac Ontario jusqu'au lac Érié ». Plus tard, en 1787, ce secteur fut agrandi pour inclure le canton de Niagara et des parties des cantons de Stamford, Willoughby et Bertie.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité de 1783



Aperçu historique : En 1783, des terres furent cédées à des officiers du British Indian Department. Ceux-ci, Alexander McKee, Matthew Elliott, William Caldwell et Henry Bird, convinquirent les Hurons et les autres chefs autour de Détroit, de leur céder une superficie de « sept milles carrés, donnant sur la rive sud de la rivière Détroit, directement face à l'île Bois Blanc ». Ce territoire fut cédé à ces officiers en échange de leurs services « au cours de la dizaine d'années de relations délicates avec les Indiens à la suite de la guerre de l'Indépendance américaine ».

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 9 octobre 1783 [Les achats Crawford]



Aperçu historique : Après la guerre de l'Indépendance américaine, le gouverneur du Canada, sir Frederick Haldimand, fut confronté à plusieurs problèmes. D'abord, un afflux de loyalistes des États-Unis et, ensuite, une population autochtone en colère. Celle-ci était contrariée par l'absence dans le traité de paix entre les Britanniques et les Américains de toute mention des Amérindiens et de leur propriété du territoire, et de toute disposition concernant la protection des terres amérindiennes dans la nouvelle république. Pour résoudre ces problèmes, le gouverneur Haldimand ordonna à tous les agents des Indiens d'assister aux conseils amérindiens et de commencer à négocier l'achat de terres aux Autochtones. Le 9 octobre 1783, le capitaine William Crawford négocia avec plusieurs chefs mississaugas, en échange de fusils, de poudre, de 12 chapeaux à ganse et de tissu rouge, la vente de terres à partir de « la rivière Toniato ou Onagara (sur le Saint-Laurent) jusqu'à une rivière dans la baie de Quinte à moins de huit lieues du bout de la baie, incluant toutes les îles, et depuis le lac jusqu'où peut se rendre un homme en une journée ».

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité d'avril 1784 [Saint-Régis et Oswegatchie]



Aperçu historique : La décision du gouverneur Haldimand d'établir des loyalistes le long du haut Saint-Laurent, de la rive nord du lac Ontario et de la péninsule du Niagara, l'obligea à effectuer d'autres achats pour assurer la continuité des terres colonisées le long du Saint-Laurent. En avril 1784, le gouvernement acquit aux Mohawks de Saint-Régis et aux Onondagas d'Oswegatchie des terres sur le Saint-Laurent, de la pointe Baudet au ruisseau Toniato. Ces deux groupes avaient revendiqué ce territoire sous le régime français.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 22 mai 1784 [Achat entre les lacs]



Aperçu historique : Le gouverneur Haldimand acheta des terres le long de la rivière Grand pour 1843 partisans de Joseph Brant, membres des Six-Nations et de tribus associées. Une étendue de six milles de largeur de chaque côté de la rivière fut achetée aux Mississaugas le 22 mai 1784. Ce secteur était connu sous le nom de canton de Tyendinaga.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 19 mai 1790 [L'achat McKee]



Aperçu historique : Afin de régulariser les droits fonciers dans cette région, Alexander McKee, alors membre de la Commission des terres de Québec, convoqua un conseil amérindien à Détroit en mai 1790 avec 27 chefs outaouais, chippewas, potowatomies et hurons. Ceux-ci acceptèrent de vendre une grande superficie s'étendant de Détroit à la vallée de la rivière Thames et le long du lac Érié, pour 1200 livres en monnaie québécoise. Deux réserves indiennes furent également établies, la Huron Reserve et la Huron Church Reserve.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 7 décembre 1792 [Achat entre les lacs]



Aperçu historique : Le gouvernement acheta ces terres aux Mississaugas pour agrandir le territoire original acheté pour les Six-Nations le long de la rivière Grand. Cet achat couvrait une superficie énorme - environ 3 millions d'acres. Les Mississaugas reçurent en paiement des marchandises d'une valeur de 1180,74 livres en monnaie québécoise.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte des aires visées par les traités du 30 août 1796 [Achat de Chenail Écarté (canton de Sombra)]



Aperçu historique : Alexander McKee acheta pour le gouvernement 12 milles carrés sur la rivière St. Clair aux Chippewas de Chenail Écarté. Ce territoire fut cédé contre des marchandises d'une valeur de 800 livres en monnaie québécoise. Ce secteur en vint à être connu sous le nom de canton de Sombra.

À l'époque où McKee négociait pour le canton de Sombra, il négociait aussi avec les Chippewas de la rivière Thames l'acquisition d'autres terres. La Couronne acheta 12 milles carrés au confluent des rivières Thames et St. Clair pour 1200 livres de Québec. Ce secteur fut appelé canton de London. Le lieutenant-gouverneur Simcoe comptait faire de London la capitale du Haut-Canada.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 21 août 1797 [Terres pour Joseph Brant]

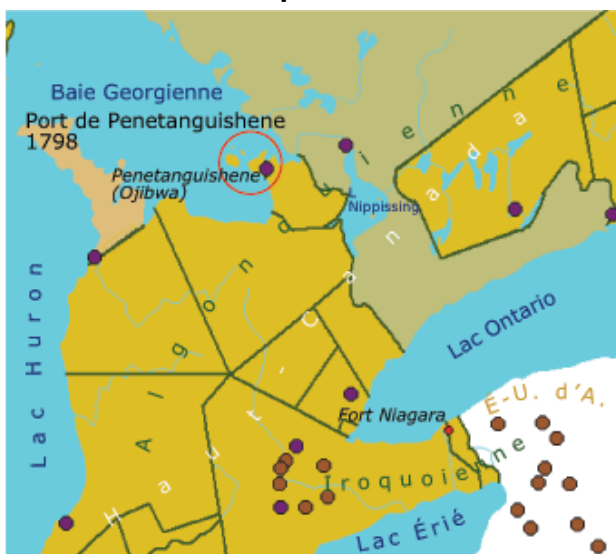


Aperçu historique : Avant la division de l'ancienne province de Québec pour former le Haut et le Bas-Canada, la Commission des terres de Québec recommanda d'accorder au chef Joseph Brant une parcelle de terre en récompense de ses services militaires à la Couronne.

Joseph Brant choisit finalement en 1795 une parcelle à l'endroit où s'élève aujourd'hui la ville de Burlington. Le lieutenant-gouverneur Simcoe ordonna l'achat de cette terre aux Mississaugas pour 100 livres le 24 octobre 1795. L'accord définitif fut signé le 21 août 1797, une fois les marchandises d'une valeur de 100 livres arrivées d'Angleterre.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 22 mai 1798 [Port de Penetanguishene]



Aperçu historique : Le lieutenant-gouverneur Simcoe, après avoir visité la région de la baie Georgienne en 1793, souhaite créer un port là où se trouve aujourd'hui Penetanguishene. Il voulait établir une présence navale anglaise sur le lac Huron. Des négociations eurent bientôt lieu avec les Chippewas du lac Simcoe et de la baie Matchedash.

Le 19 mai 1795, Simcoe rencontra les Chippewas à York, où ils acceptèrent d' « abandonner l'extrémité septentrionale de la péninsule à Penetanguishene, y compris l'île se trouvant dans le port de Penetanguishene, en échange de marchandises d'une valeur de 101 livres en monnaie québécoise ». Le traité officiel fut signé le 22 mai 1798, après le départ de Simcoe du Canada.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 30 juin 1798 [Île Saint-Joseph]

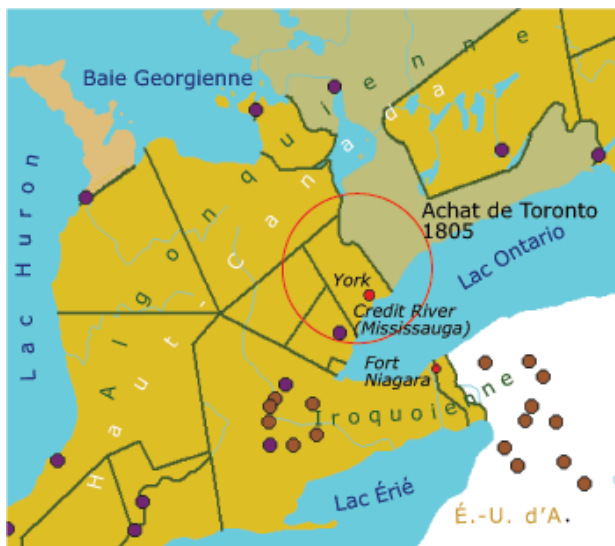


Aperçu historique : Le lieutenant-gouverneur Dorchester, contrairement à Simcoe, décida d'établir une garnison non pas à Penetanguishene, mais dans l'île Saint-Joseph. En avril 1796, le major Doyle fut envoyé dans l'île pour établir la garnison de 12 hommes. On espérait que les Amérindiens viendraient y commercer, au lieu d'aller à Michilimackinac, en territoire américain.

Bientôt, les Chippewas, qui revendiquaient cette île, exigèrent un paiement. Le colonel Alexander McKee, de la commission des terres, acheva les négociations le 30 juin 1798. En échange de marchandises d'une valeur de 1200 livres, les Chippewas renoncèrent à revendiquer la possession de l'île.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 1^{er} août 1805 [Achat de Toronto]

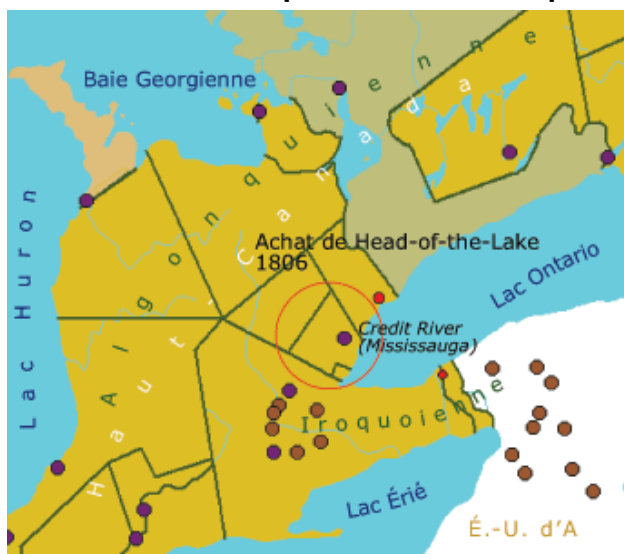


Aperçu historique : En raison de la croissance d'York, et comme cette ville était le siège du gouvernement, le lieutenant-gouverneur Peter Hunter décida qu'il était temps de régler le conflit foncier sur la parcelle dite mississauga. Il était temps d'amorcer des négociations avec les Mississaugas, car Joseph Brant n'était plus l'agent des terres de ces derniers.

Le directeur adjoint des Affaires indiennes, William Claus, négocia et, à Credit River, le 31 juillet 1805, les Mississaugas abandonnèrent 250 800 acres de terres, dont celles où s'élevait York, en échange de marchandises d'une valeur de 1000 livres en monnaie québécoise. D'autres terres furent acquises aux Mississaugas en 1818 et 1819 pour agrandir l'Achat de Toronto.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 5 septembre 1806 [Achat de Head-of-the-Lake]



Aperçu historique : À l'époque où William Claus, le directeur adjoint des Affaires indiennes, négociait pour la parcelle mississauga, il rencontrait aussi les Mississaugas au sujet de la parcelle Head-of-the-Lake.

Une entente définitive fut signée le 5 septembre 1806. Après bien des discussions, Clause accepta de laisser aux Mississaugas les terres et les pêcheries à l'embouchure de la rivière Credit, du ruisseau Sixteen Mile et du ruisseau Twelve Mile. La Couronne put à terme acquérir 85 000 acres de terres en échange de 1000 livres.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 18 novembre 1815 [Terres du lac Simcoe]



Aperçu historique : En 1811, une offre fut faite aux Chippewas de la région du lac Simcoe pour l'achat de nouvelles terres. La Couronne souhaitait acquérir 250 000 acres entre le lac Simcoe et Penetanguishene pour aider les marchands de fourrures de la Compagnie du Nord-Ouest, qui se plaignaient de l'ingérence des marchands de fourrures américains dans le commerce de la région.

Une entente officielle fut négociée les 8 et 9 juin 1811 par William Claus et le chef Yellowhead, le porte-parole des Chippewas. Ceux-ci acceptèrent des marchandises d'une valeur de 4000 livres. Toutefois, en raison du déclenchement de la guerre de 1812, les marchandises de Grande-Bretagne n'arrivèrent qu'en 1815, où un nouveau conseil fut convoqué et un accord signé le 18 novembre 1815 à Kempenfelt Bay, sur le lac Simcoe.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 17 octobre 1818 [Achat Lac Simcoe-Nottawasaga]



Aperçu historique : En raison de la réussite de récentes négociations pour l'acquisition de grandes étendues de terres amérindiennes, William Claus rencontra les Chippewas réunis en octobre 1818 pour négocier l'achat de 1592 millions d'acres de leurs terres à l'ouest du lac Simcoe. Le traité fut signé le 17 octobre 1818.

Le chef Yellowhead, qui dirigeait les délégués chippewas, accepta de vendre les terres contre une annuité de marchandises d'une valeur de 1200 livres. Dans cet accord, il n'était pas fait mention de la manière dont l'annuité devait être répartie.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

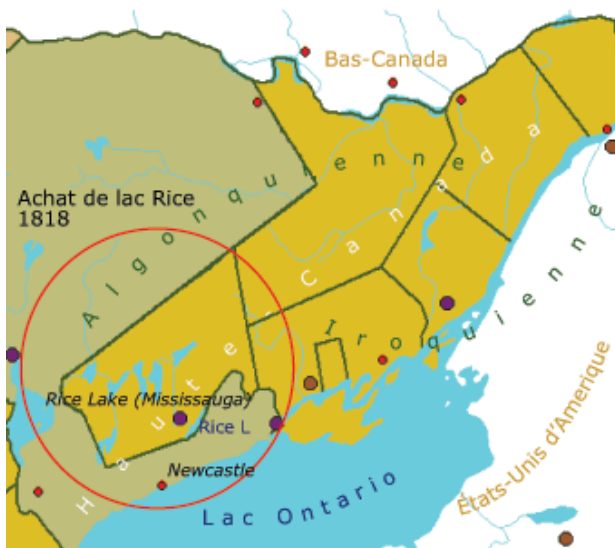
Carte de l'aire visée par le traité du 28 octobre 1818 [Achat Ajetance]



Aperçu historique : Après l'achat Lac Simcoe-Nottawasaga par William Claus, celui-ci entama les négociations avec les Mississaugas de Credit River pour l'achat de 648 000 acres de terres au sud. Le chef de Credit River, Ajetance, céda les terres à l'exception de trois réserves à l'embouchure de la rivière Credit en échange d'une annuité de marchandises évaluée à 522 livres et 10 shillings.

Source : Daugherty, W.E. Historique des traités avec les Indiens des Maritimes. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1983.

Carte de l'aire visée par le traité du 5 décembre 1818 [Achat du lac Rice]



Aperçu historique : Au cours de la guerre de 1812, les Britanniques se rendirent compte qu'il leur fallait encourager l'immigration de Britanniques dans l'intérieur du Haut-Canada. Ils entamèrent par la suite des négociations avec les Mississaugas des secteurs du lac Rice et de la rivière Rideau. À Smith's Creek (l'actuel Port Hope), William Claus commença le 5 décembre les négociations en disant aux chefs présents « que le roi achetait les terres afin d'assurer l'établissement de ses enfants ». Au lieu de verser aux Mississaugas un montant forfaitaire, on conçut un nouveau paiement où le roi « ne compte pas comme auparavant vous payer tout d'un coup, mais, aussi longtemps que vous resterez sur la terre, vous donner des vêtements en paiement chaque année, outre les présents qu'il vous fait maintenant ». En échange d'une annuité annuelle de 740 livres (10 livres par personne par an), la Couronne acquit 1951 millions d'acres.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

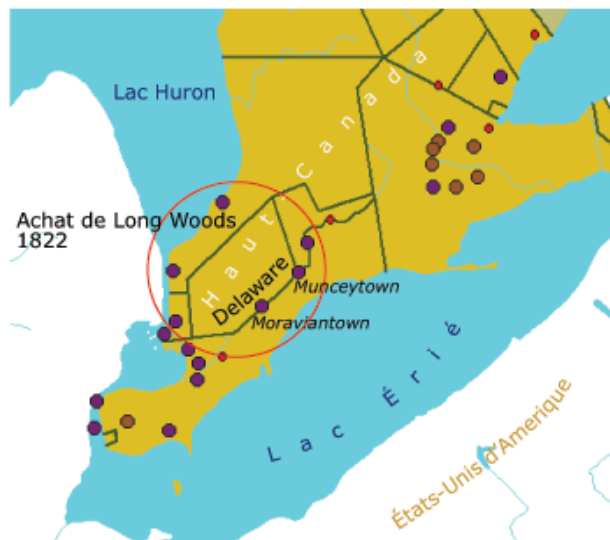
Carte de l'aire visée par le traité du 9 mars 1819 [Achat Rideau]



Aperçu historique : Semblable à celui concernant l'achat du lac Rice, un autre accord fut signé le 9 mars 1819 par l'agent des terres John Ferguson avec 159 Mississaugas de la région de la baie de Quinte et 98 de la région de Kingston, qui revendiquaient cette vaste étendue de terre connue sous le nom de Rideau Purchase Tract. Les Mississaugas acceptèrent de vendre cette étendue de 2748 millions d'acres contre une annuité de 642 livres et 10 shillings devant être versée au taux de 50 shillings par personne.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 28 novembre 1822 [Achat de Long Woods]

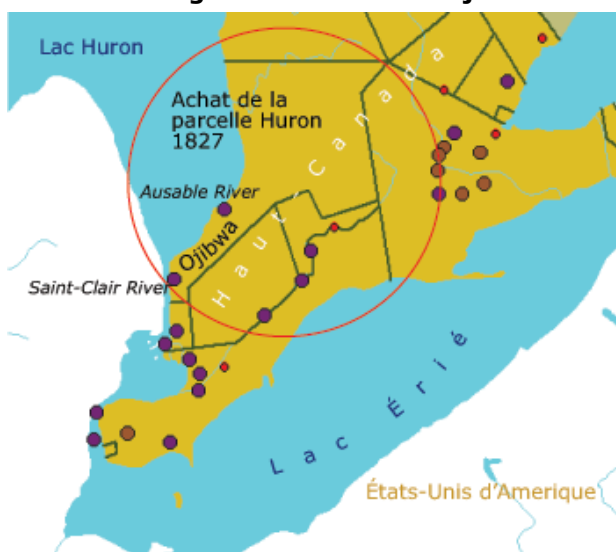


Aperçu historique : Même si les premières négociations pour cette parcelle ont commencé en octobre 1818, ce n'est que le 20 novembre 1822 que les chefs des Chippewas ont accepté de vendre cette parcelle de près de 552 190 acres contre une annuité de 600 livres.

Deux réserves ont été mises de côté pour les Chippewas le long de la rive nord de la rivière Thames et près de la source du ruisseau Big Bear.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de la région du traité du 10 juillet 1827 [Achat de la parcelle Huron]



Aperçu historique : En plus de la parcelle Long Woods, la Couronne souhaitait également acheter une parcelle plus grande appelée parcelle Huron. John Askin, directeur des Affaires indiennes à Amherstburg, qui fut également le négociateur dans le cas de la parcelle Long Woods, négocia l'achat de cette parcelle avec les Chippewas du Chenail Écarté, de la rivière au Sable et de la rivière St. Clair.

Une entente définitive fut signée le 10 juillet 1827, lorsque la Couronne acquit quelque 2 756 960 acres de terres pour 1 375 livres.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 9 août 1836 [Saugeen]



Aperçu historique : La réunion annuelle pour la distribution de cadeaux aux Amérindiens du nord et de l'ouest en août 1836 fournit au lieutenant-gouverneur, sir Francis Bond Head, l'occasion de négocier avec environ 7000 Autochtones rassemblés dans l'île Manitoulin.

Les Ojibwés acceptèrent de céder aux Saugeens de la péninsule Bruce 1,5 millions d'acres qu'ils réclamaient, connus sous le nom de parcelle Saugeen. Ils reçurent pour tout paiement une promesse d'aide et de protection pour les Amérindiens qui s'établiraient sur la péninsule Bruce.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 9 août 1836 [Manitoulin]



Aperçu historique : 9 août 1836 [Manitoulin] L'autre entente signée au cours de la réunion annuelle pour la distribution de présents aux Amérindiens du nord et de l'ouest en août 1836 concernait l'achat de l'île Manitoulin.

Là encore, sir Francis Bond Head persuada les 16 chefs des Outaouais et des Chippewas de « donner purement et simplement les 23 000 îles qui constituaient l'archipel Manitoulin à la Couronne ». Cette fois non plus, il n'y a eu aucune promesse de paiement, mais l'entente sous-entendait que la Couronne protégerait les Amérindiens qui décidaient d'abandonner leur mode de vie traditionnel pour vivre de façon plus sédentaire dans l'île.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Traités de la Province du Canada

Carte de l'aire visée par le traité du 7 septembre 1850 [Traité Robinson-Supérieur]



Aperçu historique : n commença dans les années 1840 à s'intéresser aux terres appartenant aux Amérindiens le long des rives nord du lac Supérieur et du lac Huron, alors que beaucoup de compagnies minières commençaient à envoyer des prospecteurs, des arpenteurs et des ingénieurs dans la région. Chacune de ces compagnies devait demander un permis au Crown Land Department. Beaucoup d'Autochtones qui habitaient la région se plaignirent à la Couronne qu'on ignorait leurs revendications concernant ces terres. Sur l'insistance de lord Elgin, gouverneur général du Canada, William Benjamin Robinson se vit octroyer un budget de 7500 livres pour acheter autant de terres que possible. Le traité Robinson-Supérieur du 7 septembre 1850 fut négocié avec les Chippewas de la région de Sault Ste. Marie et cédait à la Couronne « les rives du lac Supérieur, y compris les îles de la baie de Batchewana jusqu'à la rivière Pigeon, et à l'intérieur des terres jusqu'aux hauteurs ». Pour la première fois, les différents chefs reçurent une liste des réserves qui leur étaient destinées. Ces chefs purent choisir parmi les trois réserves offertes.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 9 septembre 1850 [Traité Robinson-Huron]



Apérçu historique : Deux jours après que William Robinson eut négocié le traité Robinson-Supérieur, il négocia avec le chef Shinguacouse et les Chippewas la cession des rives du lac Huron, « y compris les îles, de la baie de Matchedash jusqu'à la baie de Batchewana, et dans les terres jusqu'aux hauteurs ». Les différents chefs qui signèrent le traité Robinson-Huron le 9 septembre 1850 se virent proposer 21 réserves. Chaque chef accepta de ne pas nuire aux opérations d'exploitation des mines et à la prospection dans les zones cédées et se vit accorder « le privilège gratuit de chasser dans le territoire maintenant cédé par eux et de pêcher dans les eaux de ce territoire comme ils avaient toujours eu coutume de le faire. » Dans les deux traités signés par Robinson, les Amérindiens recevaient un paiement initial immédiat de 7500 livres en espèces et une annuité de 500 livres au cours de chaque année subséquente.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 13 octobre 1854 [Traité Robinson-Huron]



Aperçu historique : Les négociations pour les cessions de terres appartenant aux Saugeens devinrent de plus en plus difficiles. Les Saugeens de la péninsule Bruce, sous la conduite du chef Wahbahdick et d'autres chefs ojibwés, et appuyés par les Ojibwés de Newish, refusèrent d'abord de céder leurs droits de propriété.

Le gouvernement les avertit que s'ils n'obtempéraient pas, la Couronne serait incapable de garantir leur protection contre les colons blancs qui venaient s'installer dans la région. Après des négociations tendues, les chefs acceptèrent à contrecœur de céder la péninsule en échange de « l'intérêt sur la capital de la vente de la terre ». Cinq réserves devaient être mises de côté à perpétuité.

Source : Surtees, R.J. Indian Land Surrenders in Ontario 1763-1867. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1984.

Carte de l'aire visée par le traité du 6 octobre 1862 [Traité de l'île Manitoulin]

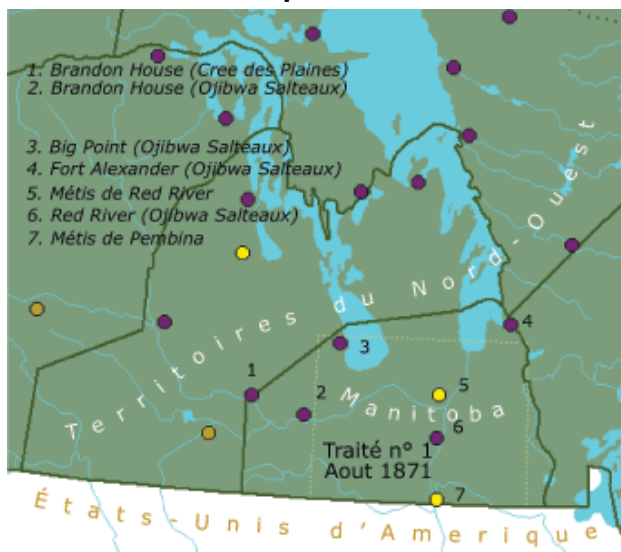


Aperçu historique : On souhaitait réinstaller dans l'île Manitoulin divers peuples autochtones qui habitaient le sud-ouest de l'Ontario de façon à « aider les Amérindiens à progresser vers la civilisation ». En 1862, seulement 1200 Autochtones (200 occupaient l'île en 1836) s'y étaient installés dans 12 villages, dont les principaux étaient Manitowaming et Wikemikong. Comme dans le cas des Saugeens, la pression démographique des colons blancs, tout particulièrement sur les pêches locales, exigea un nouveau traité. Le gouvernement affirmait que le traité de 1836 devait être révoqué, car il n'y avait pas suffisamment d'Autochtones qui étaient allés habiter dans l'île. Sans tenir compte de l'opposition des Autochtones, l'île fut arpentée sans leur approbation. Après l'arpentage, William Spragge, directeur adjoint des Affaires indiennes, demanda la tenue d'un conseil général à Manitowaming à l'automne de 1862. Finalement, tous les Autochtones acceptèrent de vendre, sauf les Wikwemikongs, qui conservèrent la propriété de la péninsule orientale de l'île.

Source : Surtees, R.J. Manitoulin Island Treaties. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1986.

Traités numérotés

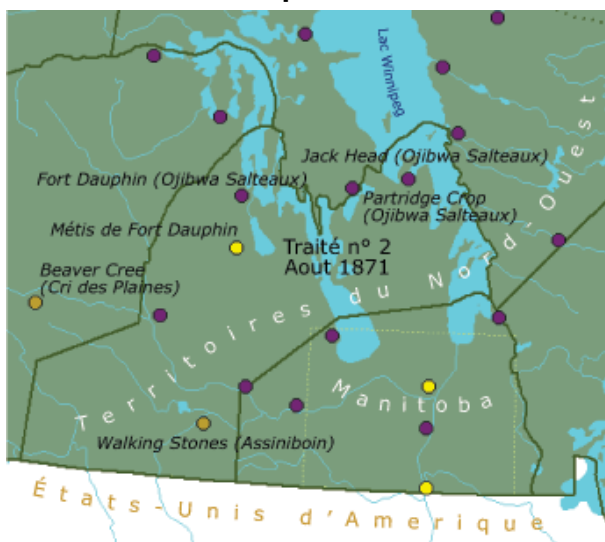
Carte de l'aire visée par le traité d'août 1871 - Traité no 1



Aperçu historique : Après la Confédération, la politique du Canada à l'égard des Autochtones fut de poursuivre la signature de traités, car il y voyait une nécessité pour la colonisation des terres dans l'ouest, du Manitoba aux Rocheuses. Au cours de la période de 60 années de négociations de traités suivant la Confédération, 11 traités numérotés furent signés. Toutes les négociations de traités numérotés ont en commun la « cession de grandes parcelles de terres en échange de paiements annuels en espèces et de divers avantages ». Tel que stipulé par la Commission royale de 1996, les Autochtones concernés croyaient généralement qu'ils « partageaient la terre et non qu'ils cédaient la terre ». En août 1871, des négociations pour des terres comprenant la plus grande partie du Manitoba (dans ses frontières de 1870) furent entreprises et conclues après d'âpres et difficiles discussions. Les Ojibwés de Portage se retirèrent des négociations et ne signèrent pas le traité. Les terres furent cédées en échange d'annuités, d'écoles et de réserves dont la superficie fut calculée sur la base de 160 acres par personne.

Source : Canada. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Vol. 1: Un passé, un avenir. Ministère des Approvisionnements et Services. 1996.

Carte de l'aire visée par le traité d'août 1871 - Traité no 2



Aperçu historique : En août 1871, des négociations pour des terres comprenant une zone s'étendant de l'extrémité sud du lac Winnipeg jusqu'à la frontière des États-Unis, vers le sud-ouest. Ces terres, à l'époque, faisaient partie des Territoires du Nord-Ouest (tels que définis à l'époque). Comme dans le cas du traité no 1, les terres furent cédées en échange d'annuités, d'écoles et de réserves basées sur la formule de 160 acres par personne.

Source : Canada. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Vol. 1: Un passé, un avenir. Ministère des Approvisionnement et Services. 1996.

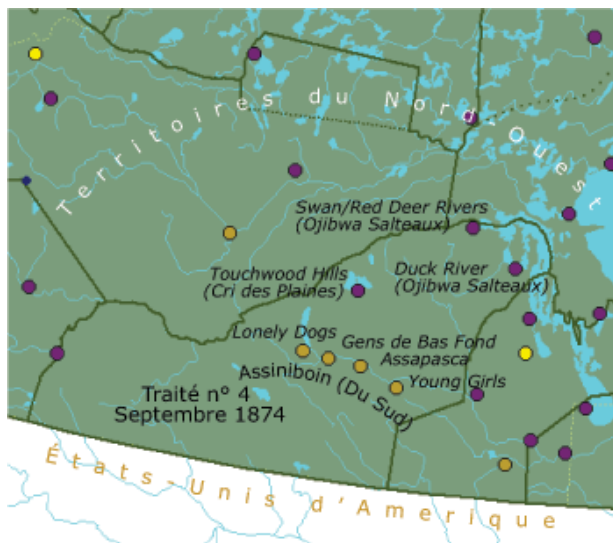
Carte de l'aire visée par le traité d'octobre 1873 - Traité no 3



Aperçu historique : Octobre 1873 - Traité no 3 Le traité no 3 est parfois appelé le Traité de l'Angle nord-ouest. Les Ojibwés du nord-ouest occupaient ces terres de la rivière à la Pluie jusqu'au lac des Bois. Ils n'étaient pas prêts à permettre l'utilisation de leurs terres ou de leurs voies navigables sans une juste compensation. Cela rendit les négociations du traité difficiles, et le gouvernement concéda beaucoup plus de droits aux Ojibwés que dans les traités 1 et 2. Tous les traités signés par la suite comprenaient beaucoup des dispositions du Traité no 3, notamment en ce qui concernait les animaux domestiques, l'équipement agricole, les annuités, les vêtements et l'éducation.

Source : Canada. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Vol. 1: Un passé, un avenir. Ministère des Approvisionnements et Services. 1996.

Carte de l'aire visée par le traité de septembre 1874 - Traité no 4

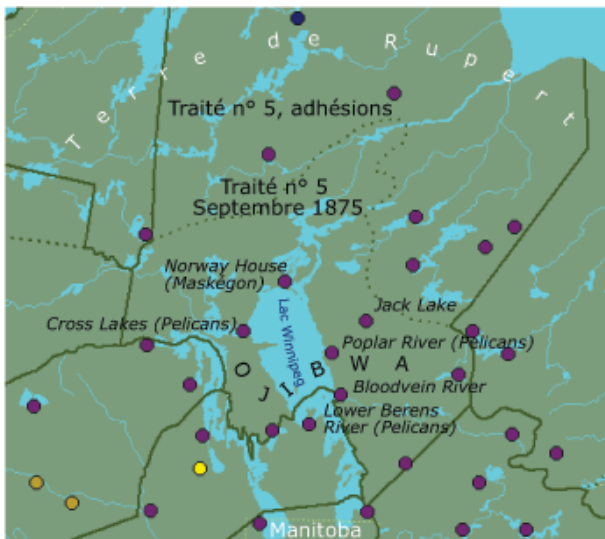


Aperçu historique : Les traités 4, 5 et 6 concernaient les groupes autochtones des Prairies qui réclamaient des terres dans des parties des plaines de l'Ouest. La Couronne souhaitait avoir accès à ces terres pour intensifier la colonisation dans l'Ouest.

Le commissaire des Indiens Morris était le principal négociateur pour la Couronne. Il exigeait que « les sujets de la Reine aient le droit de venir et de s'établir parmi eux et de cultiver la terre ». En retour, la Couronne « les protégerait des empiétements de la colonisation ». Les négociations furent interrompues deux fois avec les Assiniboïnes et les Saulteux du nord, mais finalement ceux-ci acceptèrent les termes du traité no 3 tels que les leur avaient communiqués les Ojibwés. Le traité no 4 fut signé en septembre 1874.

Source : Canada. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Vol. 1: Un passé, un avenir. Ministère des Approvisionnements et Services. 1996.

Carte de l'aire visée par le traité de septembre 1875 - Traité no 5

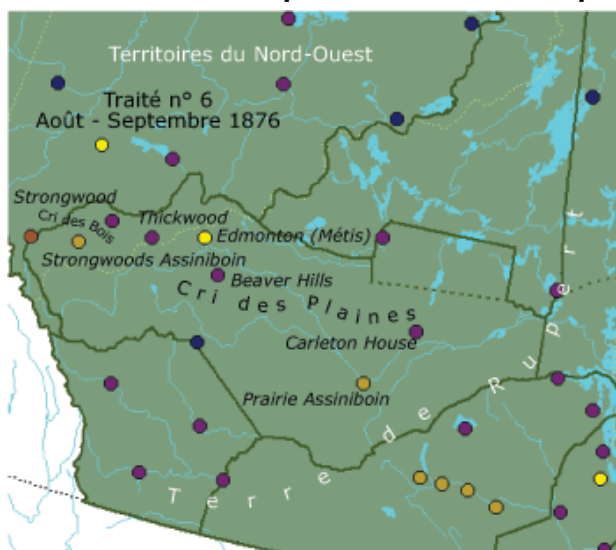


Aperçu historique : Le commissaire Morris fut encore une fois le principal négociateur de la Couronne en septembre 1875. Un traité était nécessaire pour les terres autour du lac Winnipeg afin de permettre aux nouveaux colons d'avoir libre accès et d'y naviguer. Ces terres étaient principalement occupées par les Moskégons.

Les dispositions du traité no 5 différaient de celles du traité no 3 sur un point : on y accordait 160 acres de terre par famille (et non par personne comme dans le traité no 3).

Source : Canada. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Vol. 1: Un passé, un avenir. Ministère des Approvisionnements et Services. 1996.

Carte de l'aire visée par le traité d'août-septembre 1876 - Traité no 6

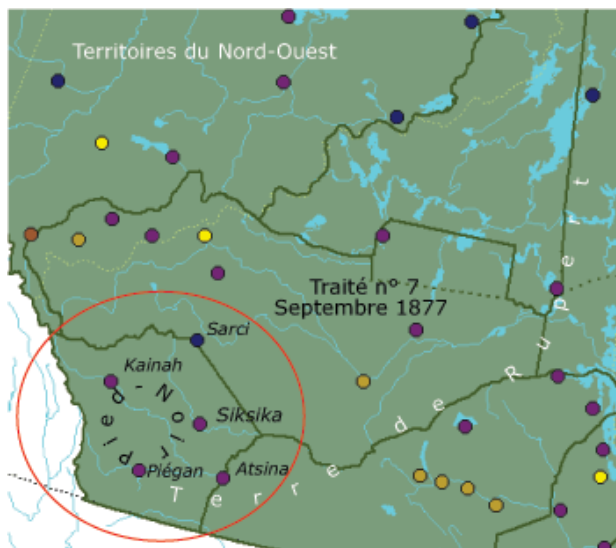


Aperçu historique : Les négociations du traité no 6 entre la Couronne et les Assiniboines et les Cris se sont déroulées à une époque où les Autochtones craignaient les conséquences de la famine, la perte de leurs terres et les épidémies de variole.

Les dispositions du traité no 6 tel que négocié diffèrent peu de celles du traité no 3 si ce n'est que des clauses furent ajoutées concernant une « aide en cas de famine, de l'aide pour les indigents, des approvisionnements de céréales pour trois ans et une aide médicale ». Le traité no 6 fut signé en août-septembre 1876 entre la Couronne, les Cris des Plaines et les Cris des Bois ainsi que d'autres groupes au fort Carleton, au fort Pitt et à la rivière Battle.

Source : Canada. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Vol. 1: Un passé, un avenir. Ministère des Approvisionnements et Services. 1996.

Carte de l'aire visée par le traité de septembre 1877 - Traité no 7

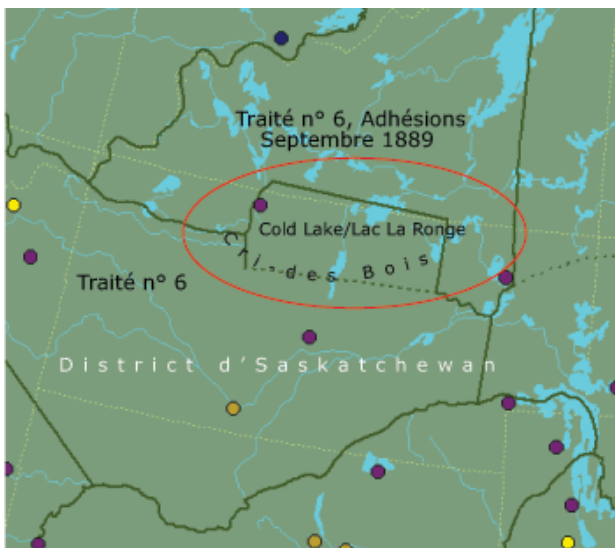


Aperçu historique : Le Commissaire David Laird négocia le traité no 7 à Blackfoot Crossing avec les nations de la Confédération des Pieds-Noirs. La Confédération des Pieds-Noirs était crainte parce qu'elle était prête à défendre son territoire par les armes au besoin. Par conséquent, afin de protéger l'établissement existant, la Couronne négocia avec l'aide de la Police à cheval du Nord-Ouest nouvellement créée, qui avait établi de bonnes relations avec les Pieds-Noirs.

Les négociations se déroulèrent assez rondement et on en vint rapidement à une entente. Par le traité no 7, les Pieds-Noirs se voyaient promettre que la terre de leur réserve ne leur serait pas enlevée sans leur consentement, et garantir leur droit de chasse dans la prairie.

Source : Canada. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Vol. 1: Un passé, un avenir. Ministère des Approvisionnements et Services. 1996.

Carte de l'aire visée par le traité de février 1889 - Traité no 6, Adhésions



Aperçu historique : Plusieurs groupes d'Autochtones qui n'avaient pas signé le traité originel de 1876 y adhèrent. Ces adhésions eurent pour résultat l'expansion des frontières fixées par le traité originel de façon à inclure les groupes ultérieurs de signataires. Ces groupes adhèrent aux dispositions du traité originel.

Les signataires ultérieurs du traité no 6 furent les Cris et d'autres Autochtones appartenant à la tribu des Cris des Bois qui « acceptaient tous les termes, conditions, ententes et engagements quels qu'ils soient énumérés » dans le traité no 6. Les adhésions furent signées le 11 février 1889 au lac Montreal.

Source : Canada. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Vol. 1: Un passé, un avenir. Ministère des Approvisionnements et Services. 1996.

Carte de l'aire visée par le traité de juin 1899 - Traité no 8



Aperçu historique : C'est la ruée vers l'or au Klondike (1898) qui fut à l'origine de la signature du traité no 8 ainsi que l'augmentation de l'activité économique dans la région. L'afflux de mineurs et d'autres personnes qu'elle entraîna fut extrêmement dommageable pour la vie économique de beaucoup de groupes autochtones.

Suite à cela, la Couronne « déclara que le gouvernement devait sans perdre de temps signer un traité avec ces Amérindiens concernant leurs droits sur ces territoires ». Le traité no 8 fut signé avec « les Chippewas et les Cris de Fort McMurray et des terres avoisinantes qui s'étaient réunis à Fort McMurray en ce 4 août de l'année 1889 ».

Source : Canada. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Vol. 1: Un passé, un avenir. Ministère des Approvisionnements et Services. 1996.

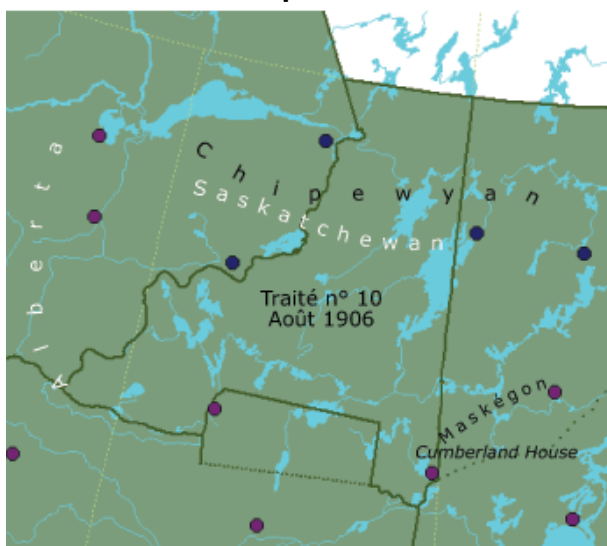
Carte de l'aire visée par le traité de juillet 1905 - Traité no 9



Aperçu historique : Le traité no 9, également appelé Traité de la baie James, porte sur une étendue de 90 000 milles carrés de terres provinciales drainées par les bassins hydrographiques des rivières Moose et Albany. Cette zone était occupée par les Ojibwés et les Cris. En juillet 1905, il fut décidé en conseil que le Gouvernement du Canada permettrait d'adhérer au traité à tout Indien dont les territoires de chasse couvriraient des portions des Territoires du Nord-Ouest s'étendant entre la rivière Albany, le district de Keewatin et la baie d'Hudson, et mettrait de côté des réserves dans ce territoire. Parce que les Autochtones de l'Abitibi ne figuraient pas dans le traité de 1905, des clauses additionnelles furent ajoutées en août 1906.

Source : Daugherty, W.E. Historique des traités avec les Indiens des Maritimes. Ottawa. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1983.

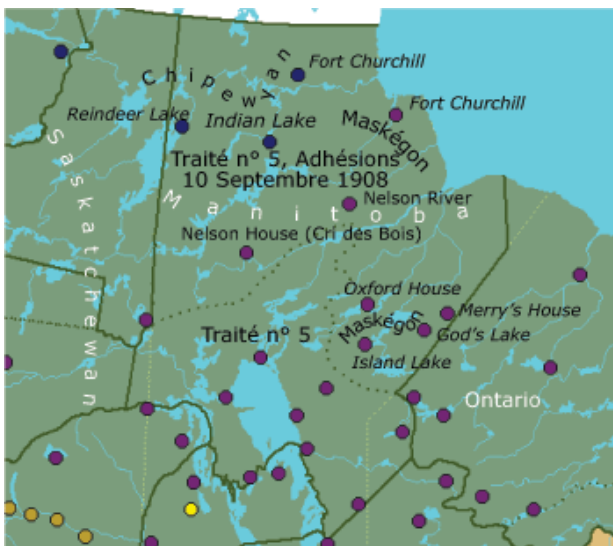
Carte de l'aire visée par le traité d'août 1906 - Traité no 10



Aperçu historique : À cause de la création de la nouvelle province de la Saskatchewan, en 1905, il fut nécessaire de négocier un nouveau traité avec les Autochtones habitant le nord de la Saskatchewan, qui n'avaient pas encore renoncé à leurs droits sur une zone de 85 000 milles carrés. Ce traité prévoyait la « mise de côté de réserves d'une superficie n'excédant pas un mille carré pour chaque famille de cinq personnes, contre le paiement au moment de la signature du traité de 32,00 \$ à chacun des chefs, et de 22,00 \$ à chacun des sous-chefs, et de 12,00 \$ à chaque Indien quel que que soit son âge, ainsi que le paiement, chaque année subséquente, de 25,00 \$ à chaque chef, 15,00 \$ à chaque sous-chef et 5,00 \$ à chaque Indien, quel que soit son âge ».

Source : Canada. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Vol. 1: Un passé, un avenir. Ministère des Approvisionnements et Services. 1996.

Carte de l'aire visée par le traité de 1908 à 1910 - Traité no 5, Adhésions



Aperçu historique : Beaucoup de groupes autochtones habitant le nord du Manitoba ont adhéré au traité no 5; les dernières adhésions ont eu lieu entre 1908 et 1910. Les dernières ont été signées à York Factory le 10 août 1910 entre la Couronne et les chefs du lac Reindeer et leurs conseillers. Les adhésions sont des traités additionnels signés avec des groupes qui n'avaient pas signé le traité originel. Toutes les adhésions ajoutaient de nouvelles terres à celles du traité originel.

Source : Canada. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Vol. 1: Un passé, un avenir. Ministère des Approvisionnements et Services. 1996.

Carte de l'aire visée par le traité de juin 1921 - Traité no 11



Aperçu historique : Quand on découvrit du pétrole à Norman Wells, la Couronne s'empessa d'envoyer un commissaire pour négocier un traité dans la région du Mackenzie lorsque des groupes d'Autochtones de la région menacèrent d'interdire à d'autres compagnies pétrolières l'accès à la région. Finalement, un traité fut signé avec les Esclaves, les Dogribs, les Loucheux, les Hares et d'autres Amérindiens habitant ce territoire. En échange de leur promesse de ne pas faire obstacle à la colonisation, les groupes autochtones « auront le droit de poursuivre leurs activités coutumières de chasse, de piégeage et de pêche sur toute la parcelle cédée telle que décrite ci-dessus, les réserves mises de côté pour chaque bande, n'excédant pas un mille carré par famille de cinq ». De plus, « Sa Majesté se réserve le droit de traiter comme elle l'entend tout colon à l'intérieur des frontières de toutes terres mises de côté pour toute bande ».

Source : Canada. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Vol. 1: Un passé, un avenir. Ministère des Approvisionnements et Services. 1996.

Carte de l'aire visée par le traité de 1929 à 1930 - Traité no 9, Adhésions



Aperçu historique : Les adhesions au traité no 9 furent signées avec les Ojibwés et les Moskégons dans le nord de l'Ontario : au lac Trout le 5 juillet 1929; à la rivière Windigo le 18 juillet 1930; à fort Severn le 25 juillet 1930, et à Winisk le 28 juillet 1930.

Source : Canada. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones. Vol. 1: Un passé, un avenir. Ministère des Approvisionnements et Services. 1996.

Traités Williams

Carte de l'aire visée par le traité d'octobre/novembre 1923 - Les traités Williams



Aperçu historique : Les traités Williams sont une série de traités qui portent sur une vaste zone de territoire au centre de l'Ontario, de la frontière du Québec le long de la rivière des Outaouais jusqu'aux rives du lac Ontario. Les signataires de ces traités furent les Mississaugas du lac Rice, du lac Mud, du Lac Scugog et d'Alderville; et les Chippewas de l'île Christian, de l'île Georgina et de Rama. Le gouvernement du Canada et celui de l'Ontario ont tous deux participé aux négociations. Les traités Williams étaient différents sur de nombreux points des autres traités, entre autres ils ne garantissaient pas de droits de pêche ni de chasse ni ne prévoyaient de réserves. Cela provoqua de graves problèmes. Par exemple, des zones couvertes par les traités Williams en chevauchaient d'autres qui étaient touchées par les dispositions convenues lors de l'achat de la parcelle du lac Rice (qui garantissaient ces droits).

Source : Surtees, Robert J. The Williams Treaties. Ottawa. Affaires indiennes et du Nord canadien. 1986.